

## CRISE : PHASE 2

Où en est-on ?  
Où va-t-on ?

Apex  
17, bd Poissonnière  
75002 Paris  
Tél. 01 53 72 00 00  
[www.apex.fr](http://www.apex.fr)  
[contact@apex.fr](mailto:contact@apex.fr)

### Après le choc de la crise, la phase 2 : où en est-on et où va-t-on ?

- 1. Faiblesse de la consommation et destructions massives d'emplois : données structurelles pour la période**
- 2. Gonflement des déficits et dettes publics : conséquences probables sur l'évolution de la crise**
- 3. Esquisse de scénarios sur les phases suivant le choc de la crise**
- 4. Des pistes pour en sortir**

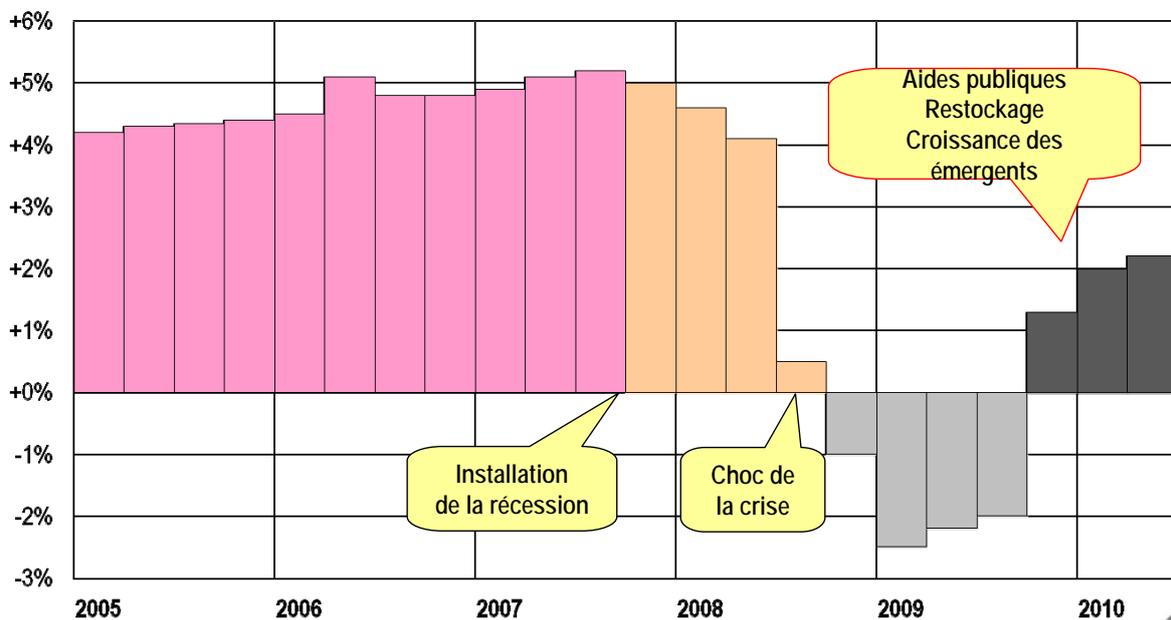
# Faiblesse de la consommation et destructions d'emplois

Des données structurelles  
sur fond de croissance molle ou stagnation



## Reprise mondiale : vraiment ? Impact des aides, des stocks et de la locomotive émergente

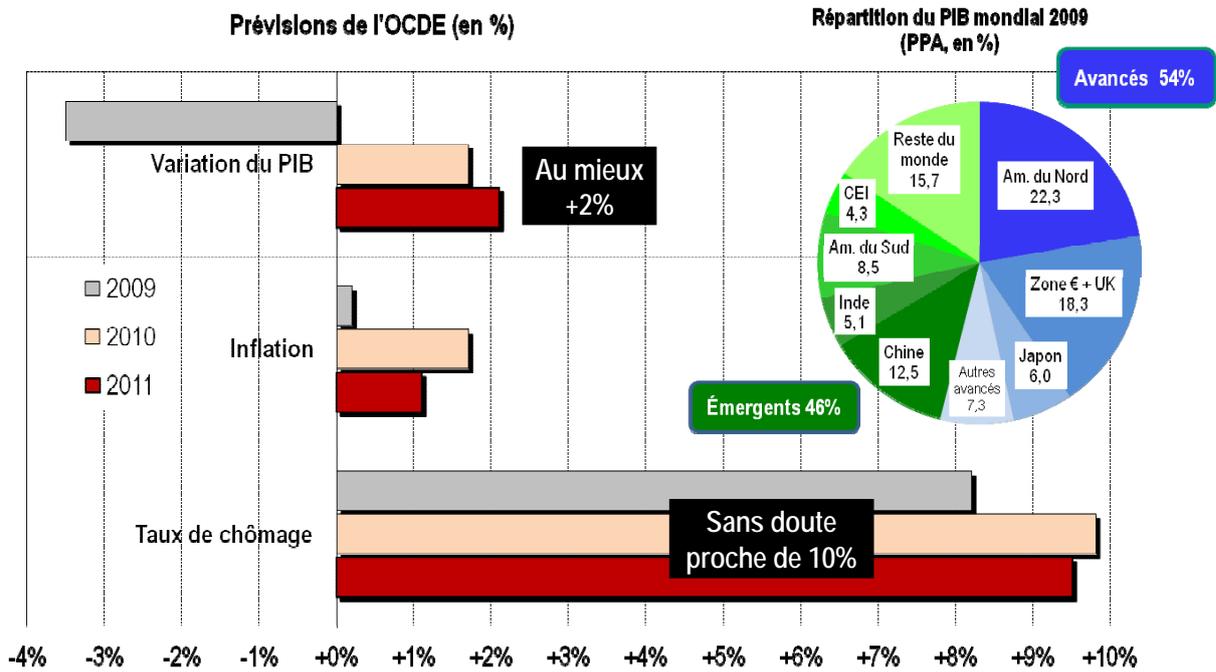
Évolution trimestrielle du Produit mondial brut (en %), en parité de pouvoir d'achat (PPA)



Source : FMI



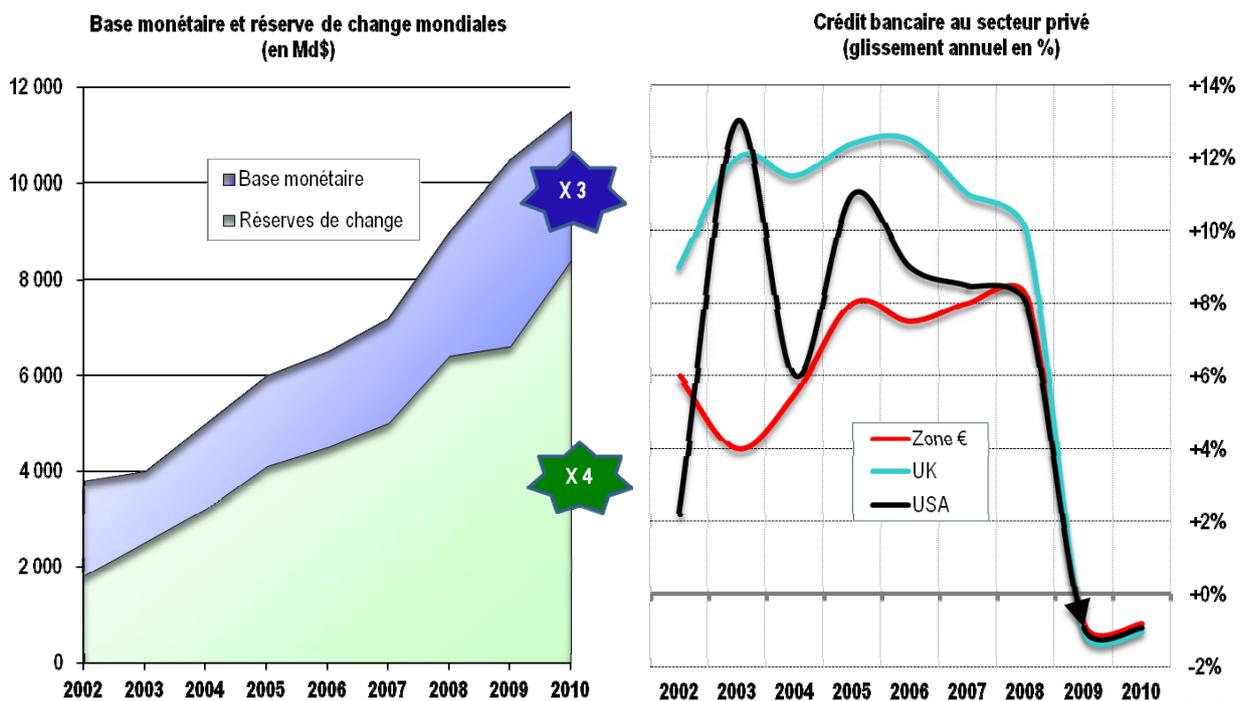
# Mais un avenir guère radieux pour les pays développés, selon les prévisions (fluctuantes) de l'OCDE



Source : OCDE (mai 2010), FMI



# Un torrent de liquidités et de réserves de change qui n'irriguent pas le crédit aux entreprises et aux ménages



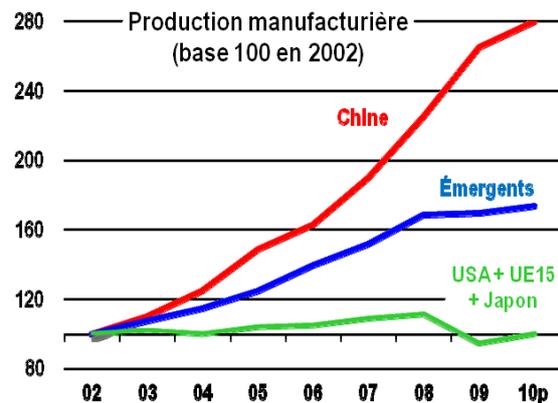
Source : Federal Reserve, BCE, FMI

Source : Datastream, Fed, BCE, BoE



## Éléments de « déglobalisation » des zones, mais renforcement de la globalisation des firmes

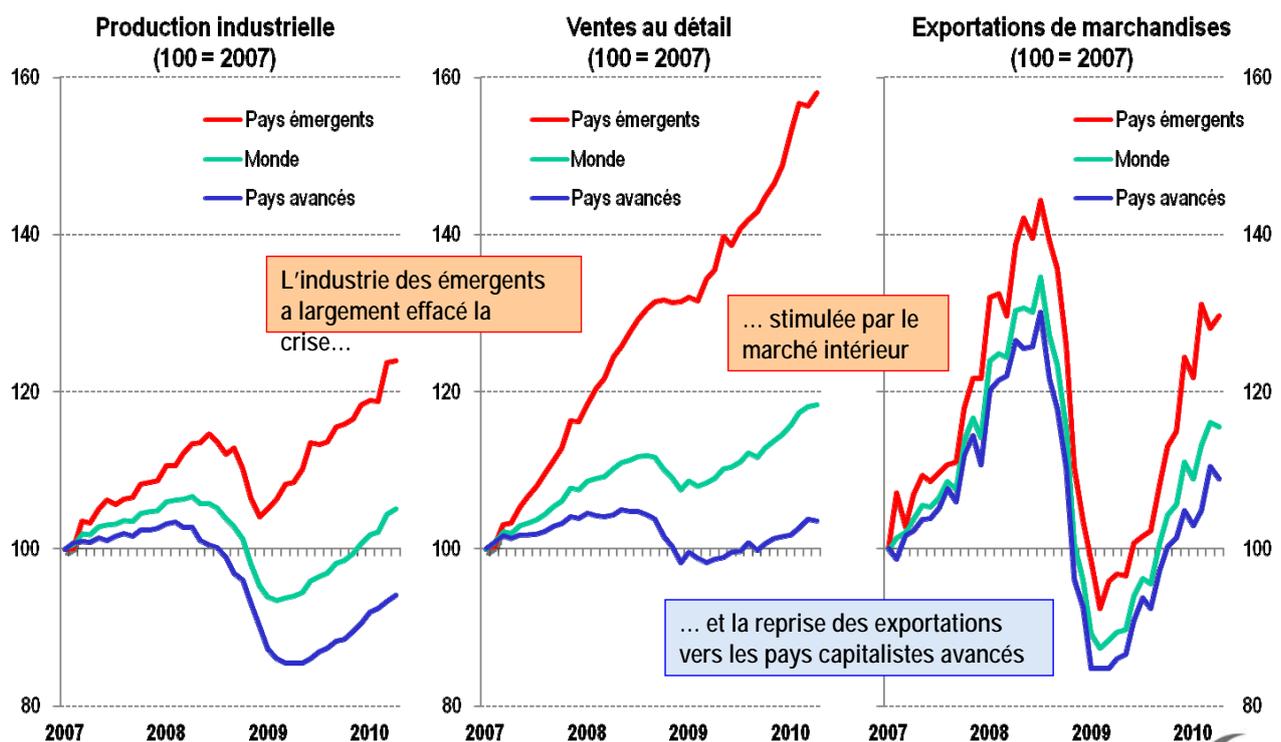
- **Croissance des émergents recentrée sur leur marché intérieur, sans reprise nette des importations en provenance des économies développées**
- **Seules les matières premières sont à la hausse** (en volume importés et en prix !)
- **BRIC et autres : fabrication propre de produits pour leur marché et investissement dans la progression technique**
  - Investissements directs nets des entreprises des USA + Europe + Japon : -200 Md\$ par an
  - Émergents (y compris Russie et OPEP) : +300 Md\$ par an



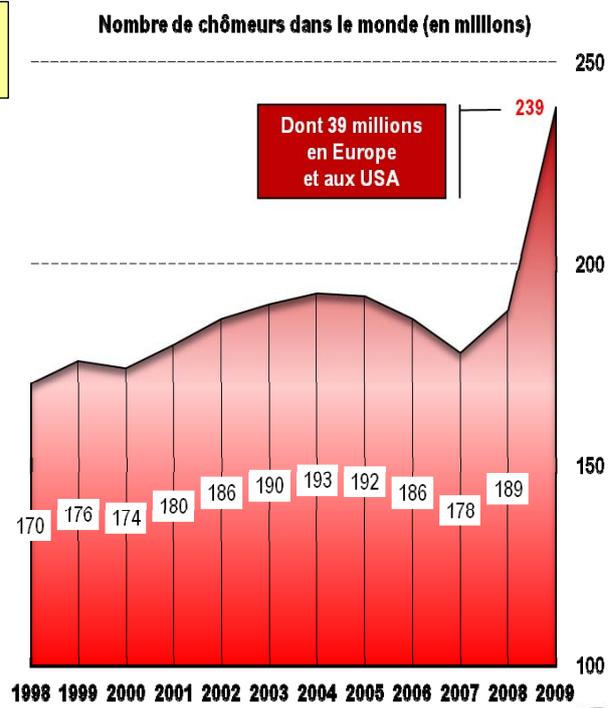
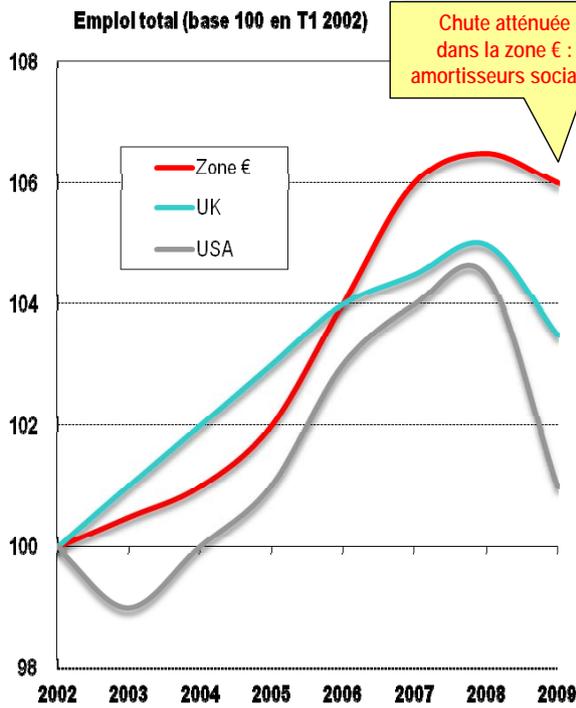
- ▶ **Globalisation surtout par les firmes** avec mutation des groupes et intensification des restructurations
- ▶ **Nouveaux acteurs** (chinois, asiatiques, etc.) dans le **grand monopoly mondial**



## « Basculement du monde » avec la crise



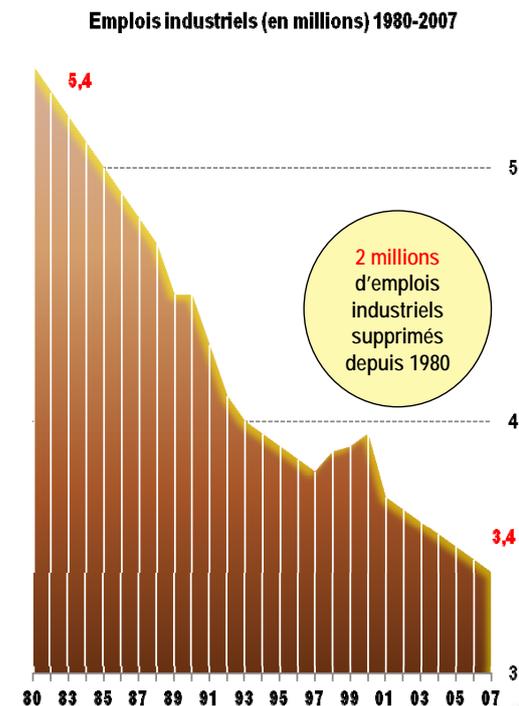
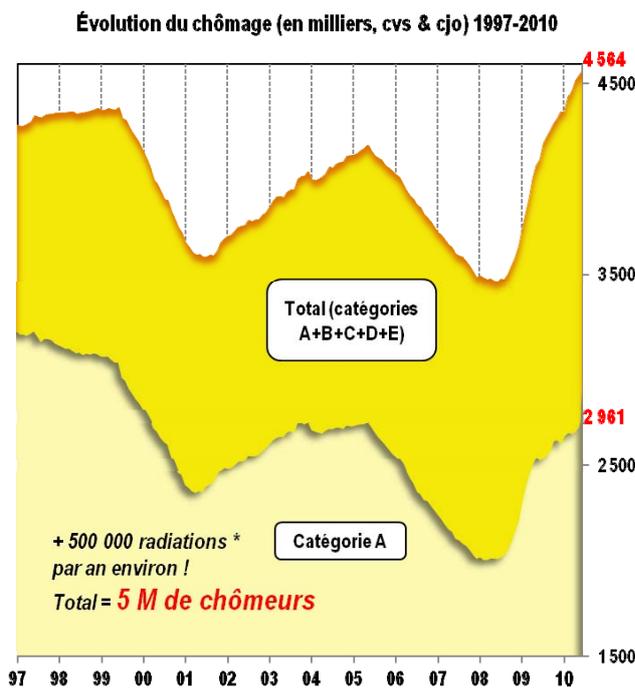
# Plongée généralisée de l'emploi : 50 millions de chômeurs de plus dans le monde en 2009



Source : Datastream, Natixis, OIT



# Chômeurs en France, les chiffres complets : 5 000 000 au total, dont 3 000 000 en catégorie A (juin 2010)



\* Christian Charpy, DG de Pôle Emploi (AFP, avril 2008)  
Source : INSEE, Dares, DTPE ministère de l'Economie

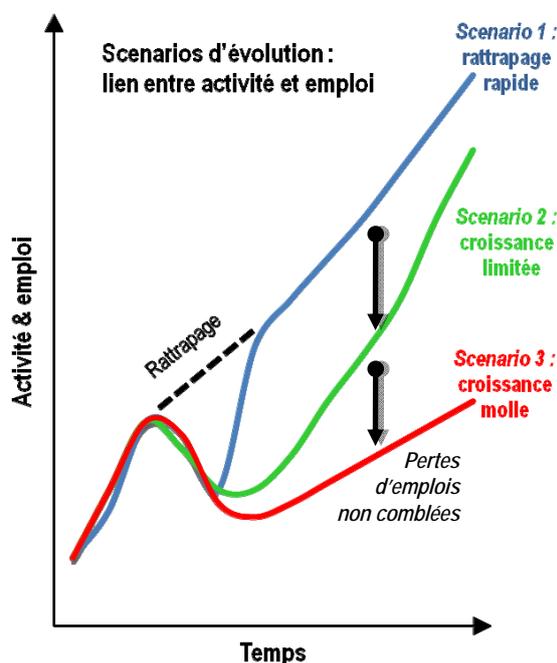


## Destruction de capacités productives et d'emplois = chômage structurel + demande anémiée

- **Pertes irréversibles d'emplois**
  - 4 à 5% du total avant crise aux USA
  - 3% dans la zone euro
  - 2 à 3% au Royaume-Uni
- **Peu de perspectives de comblement des écarts creusés sans croissance soutenue**
  - « Green business » : +2% d'emplois en 10 ans, au mieux
  - Nouvelles technologies (NTIC) :  
environ 3% de l'emploi total créés entre 1990 et 2005  
soit globalement moins que ce qui serait nécessaire  
à court terme



## Emploi (temps de travail) et revenus (consommation) : un lien plus fort que jamais dans la crise



- **Rattrapage rapide exclu** (scenario 1) ; **Croissance molle prévue** (scenario 2 et plutôt 3)
  - **Option : rapport de l'OIT \***
    - Diminution du temps de travail (contre le chômage)
    - Avec baisse de revenus (*mais baisse de la consommation*)
    - Compensée par des aides publiques (*mais creusement des déficits*)
- ▶ **Seule solution réelle :**  
**Partage du temps de travail et redistribution des revenus**



# Gonflement des dettes publiques

## Effets immédiats et conséquences durables



## Même un retour de croissance ne peut suffire à combler les déficits publics abyssaux

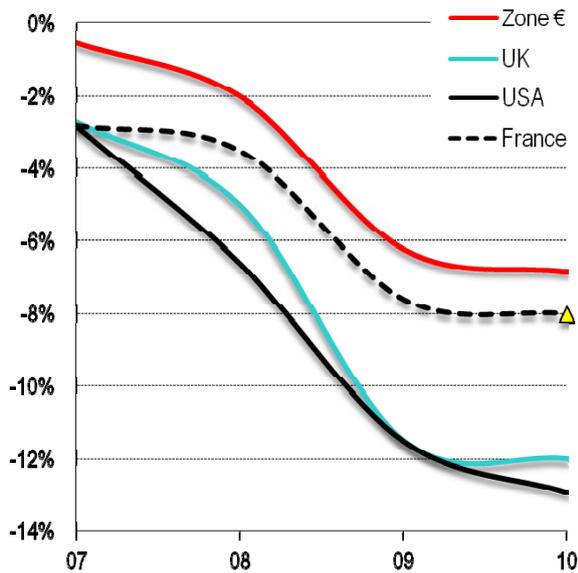
- **Avec une croissance molle et le désendettement privé, l'activité ne peut réduire les déficits, qui augmentent continûment et gonflent la dette** (pour le G20 99% du PIB en 2009, 107% en 2010 et 118% en 2014 \*)
- **La dette souveraine mondiale atteint près de 50 000 Md\$** (37 000 Md€, trois fois le PIB des USA)
- **4 500 Md\$ de nouvelles émissions de dettes souveraines sont prévus en 2010** (dont 45% aux USA et 20% en Europe)\*
- **Seule l'accumulation des réserves de change des émergents** (investis en titres publics)
  - empêche la chute du dollar
  - et la hausse plus rapide des taux d'intérêt à long terme des économies développées, déjà sous la pression des marchés financiers

\* Selon le FMI (mars 2010)



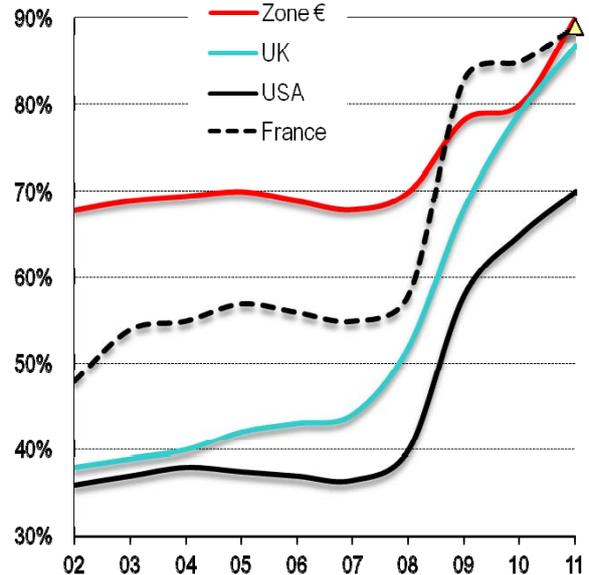
# Déficit et dette publics : le gouffre

Déficits publics (en % du PIB)



Source : Commission européenne

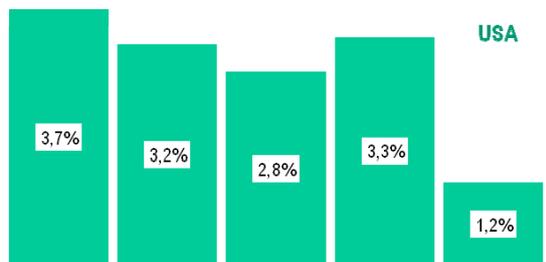
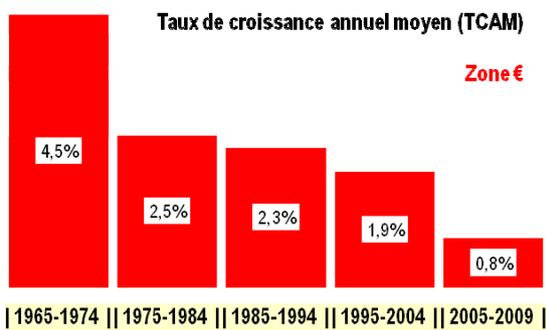
Dettes publiques (en % du PIB)



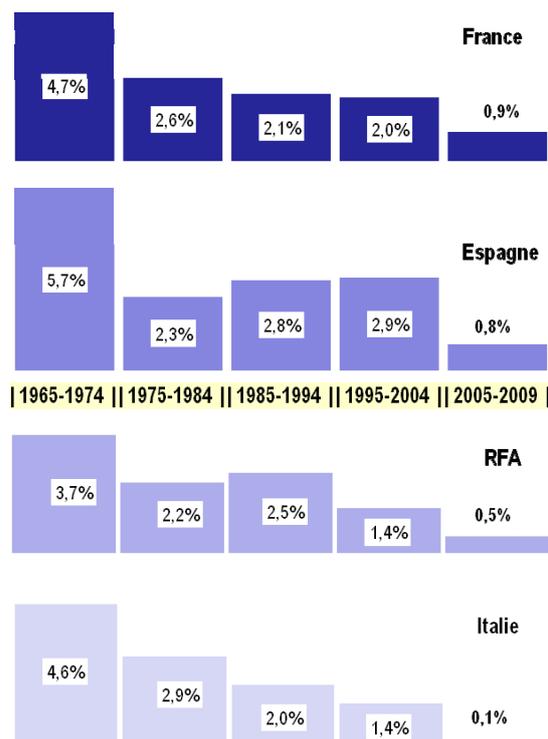
Source : Datastream, prév. Natixis



# Depuis 50 ans : érosion du rythme de croissance dans les économies développées, surtout en Europe



Source : Eurostat, OCDE, FMI, M. Aglietta (Le Monde 18/05/10)



## Europe : dette, déficit, croissance, euro...

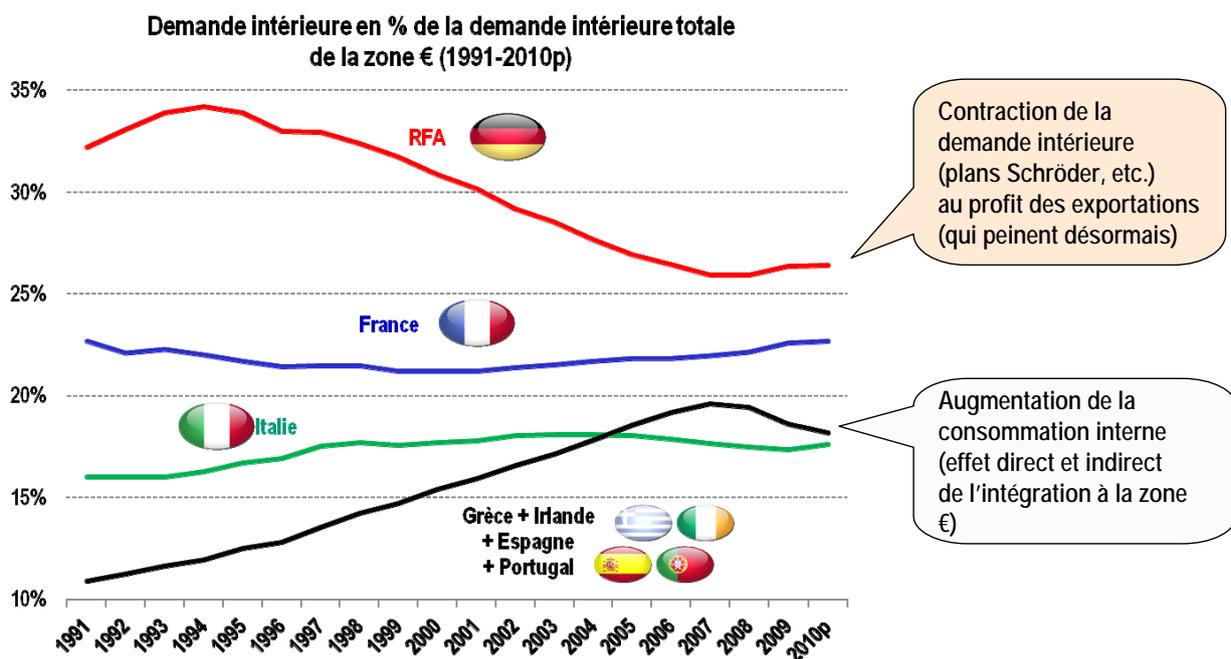
### Les « marchés » doutent et (cette fois) ils ont raison

- **Objectif affiché de l'Union européenne (UE)**
  - *Réduction rapide des déficits publics* (à 3%\* en 2013-2014) : inatteignable sans croissance soutenue
  - *Perspectives de croissance* : faibles et sans retour au niveau d'avant crise (pas de rattrapage)
  - *Plans d'austérité* : ne peuvent ainsi que freiner la consommation et la production déjà convalescentes
- **Paradoxe des mesures annoncées** : faites pour « rassurer » les marchés, elles renforcent leur doute... et la spéculation financière (sur la dette, les titres adossés et la monnaie qui les sous-tend)
- **L'Europe** : pas de politique, d'État, de gouvernement communs – **juste une zone économique, et plutôt moins dynamique que les autres**
- **Il n'y pas de capitalisme européen** : les groupes sont mondialisés, et les politiques gouvernementales, nationales et divergentes
- ▶ **L'€uro (monnaie unique) : reflète cette réalité et ces « perspectives »**

\* Objectif du Traité de Maastricht, sans cesse réaffirmé par la BCE



## Politiques d'austérité : purge et piège pour l'Europe (et même pour l'Allemagne, qui en redemande)



Source : Ameco (Com. européenne), Alternatives économiques (11 juin 2010)

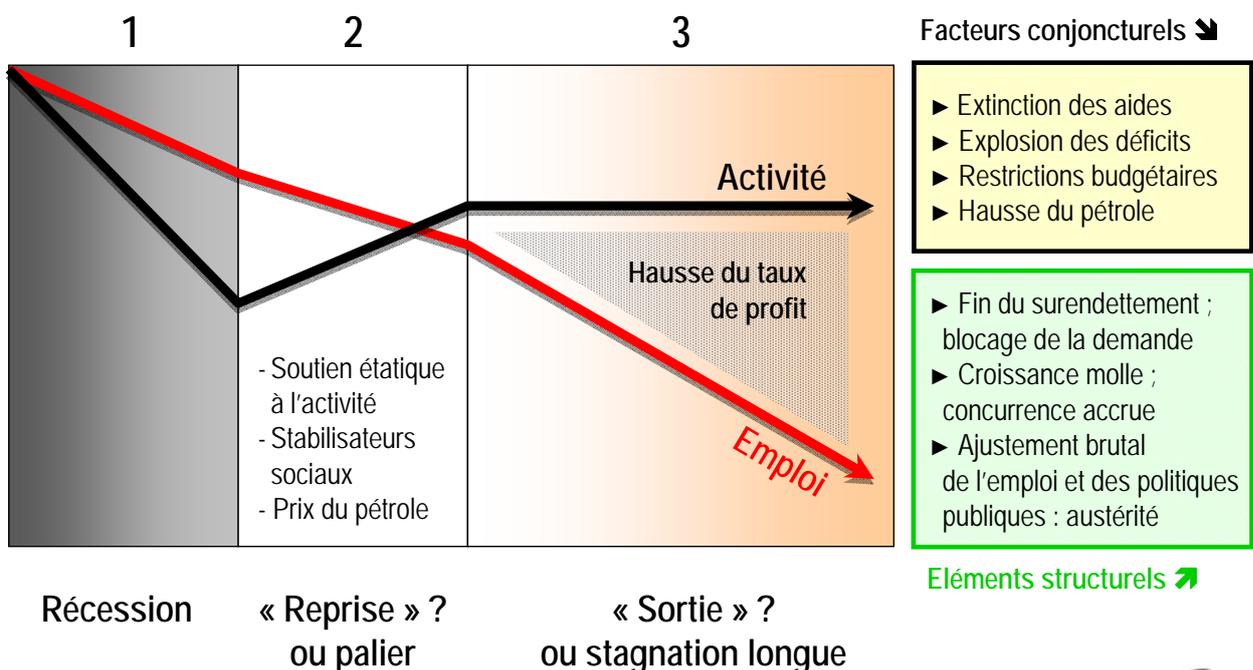


# Où en est-on et où va-t-on ?

## Esquisse de scénarios sur les phases suivant le choc de la crise



## « Sortie de crise » ? Quand, comment et par où ?



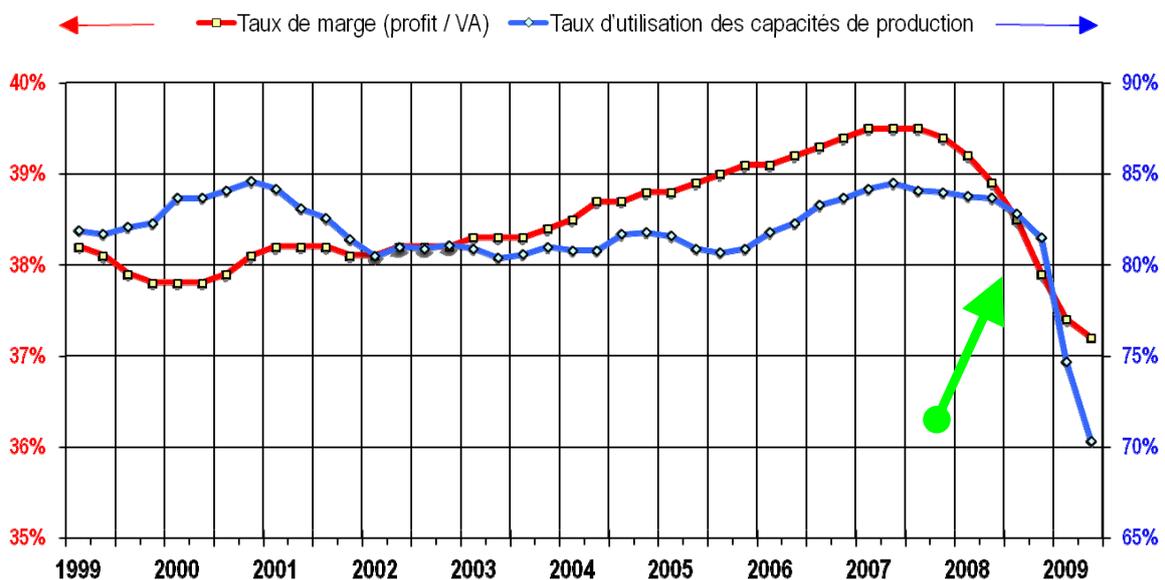
## Rétablissement du profit et de la productivité : le point focal des directions d'entreprises

- En raison de la chute de l'activité, les capacités de production sont sous-utilisées – et donc la rentabilité s'affaïsse après les fastes années 80
  - Malgré l'envol du chômage, les amortisseurs sociaux ont fait baisser l'emploi moins vite que l'activité
  - Sur un terrain où les gains de productivité avaient, de toute façon, tendance à structurellement ralentir :
    - Avec une croissance moins dynamique
    - En raison du poids des activités de service
- **Cela annonce des ajustements brutaux !**



## Utilisation des capacités de production et rentabilité en Europe : dure est la chute

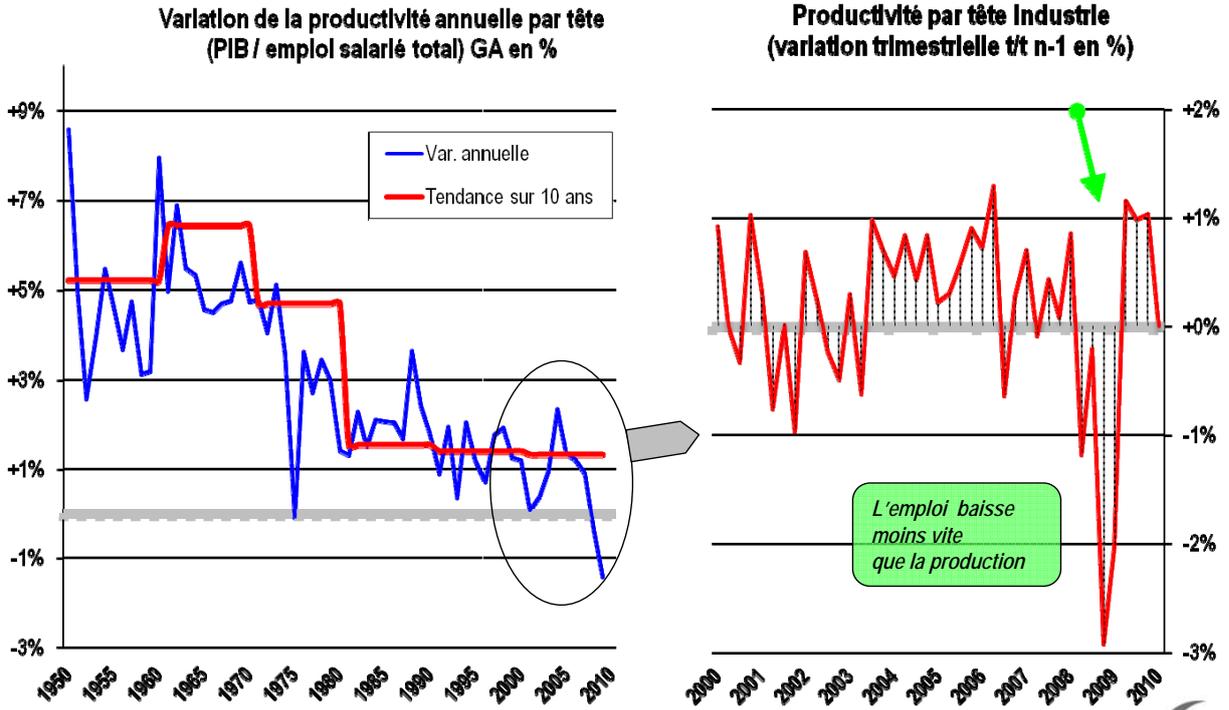
Taux de marge et d'utilisation des capacités de production (zone euro)  
en % par trimestre



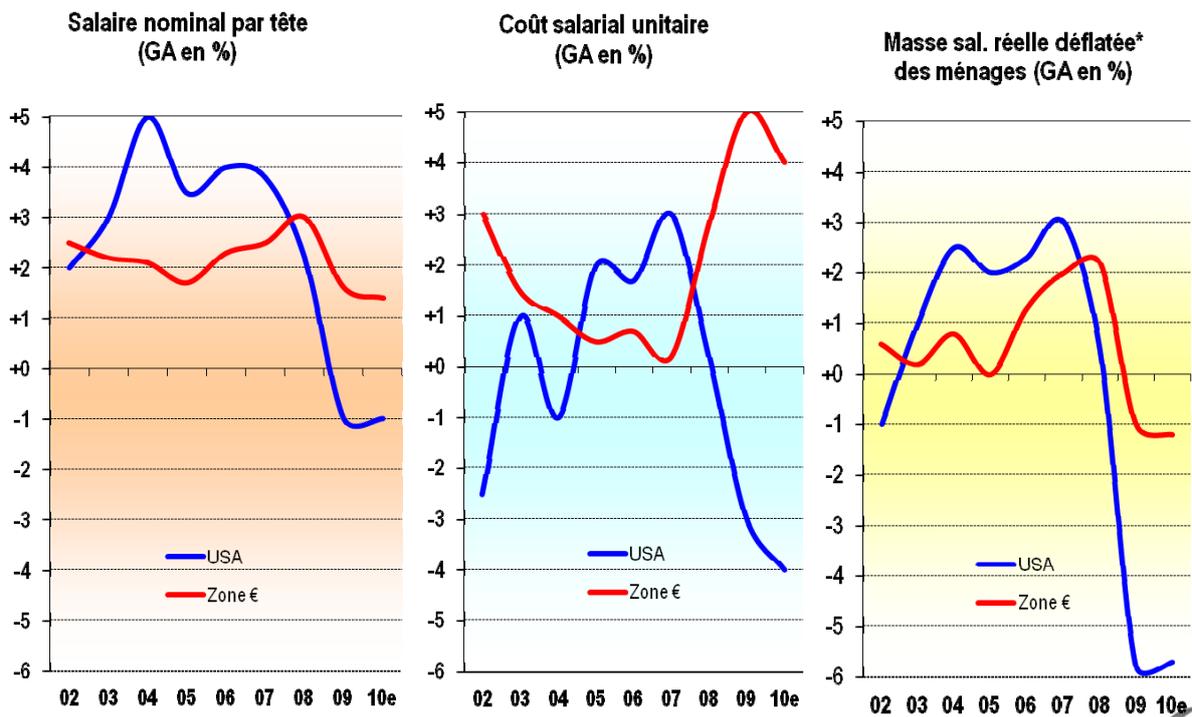
Source : Eurostat



# Productivité du travail en France (1950-2009) : une croissance freinée sur les 60 dernières années



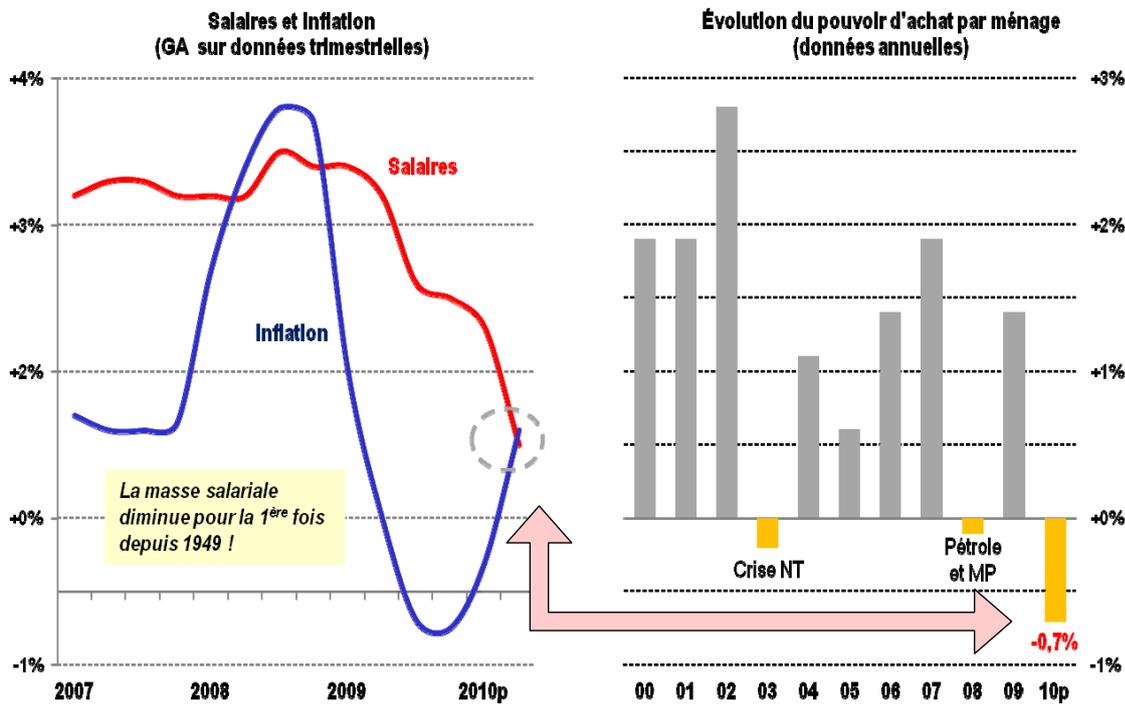
# Salaires nominaux et coûts salariaux en recul aux USA et en Europe



\* Prix du PIB (nominal / réel)



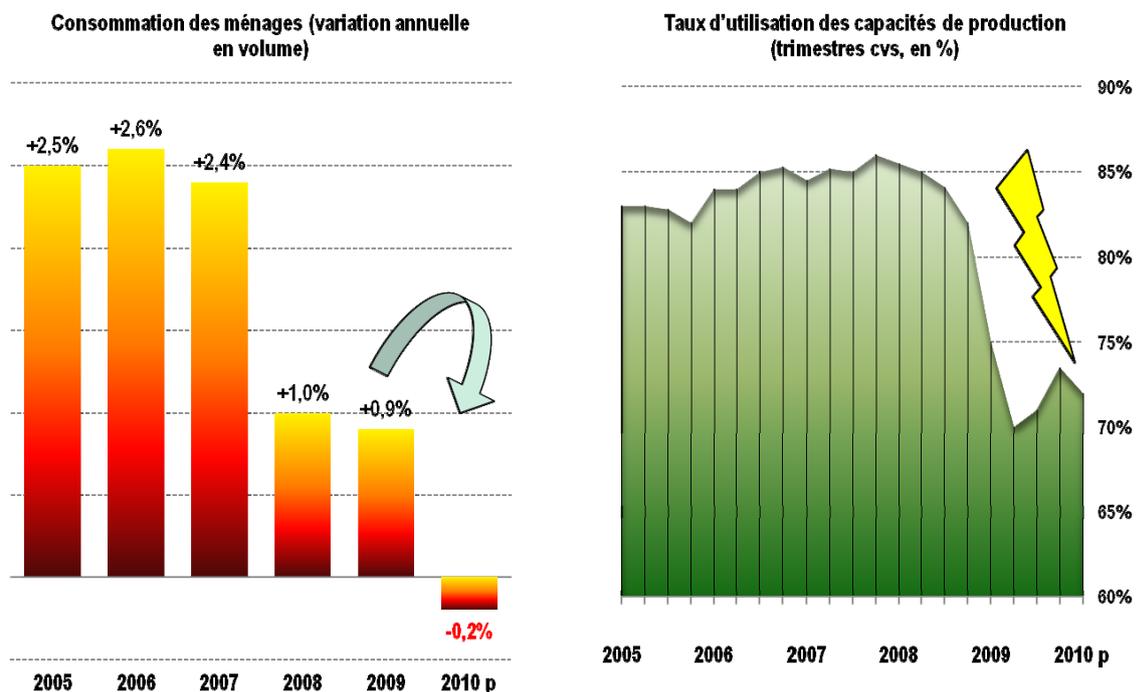
# France : l'inflation reprend, les salaires freinent ; donc le pouvoir d'achat finit par céder



Source : données Insee, prévisions et calculs Xerfi



# Après la production, la consommation ne résiste plus : en 2010, première baisse depuis 1993 !



Source : données Insee, prévisions et calculs Xerfi



## **Pour que les perspectives s'éclaircissent à moyen terme, il faudrait au moins**

- **Que l'investissement et de nouveaux secteurs créent massivement de nouveaux emplois et que les revenus entraînent la consommation**
- **Que le commerce mondial cesse de se contracter**
- **Que la réduction programmée des dépenses publiques soit sans impact sur la consommation et la croissance**
- **Que les Banques centrales épongent rapidement leur bilan des actifs toxiques engrangés et des liquidités déversées**

**► Cela ressemble à la quadrature du cercle !**

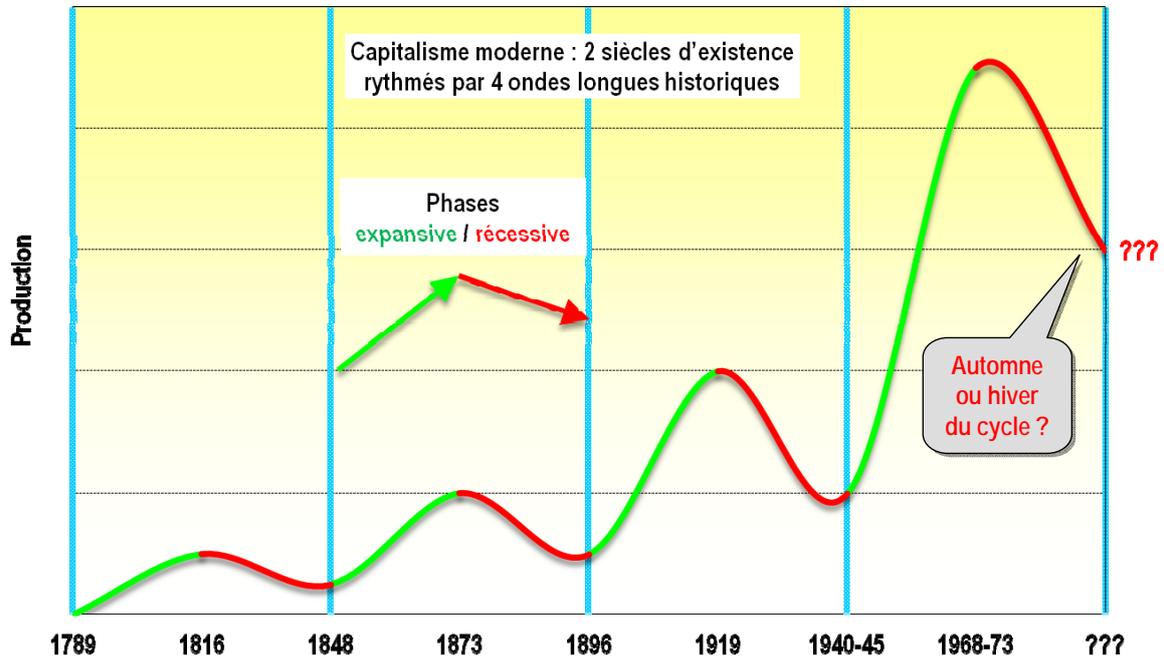


## **Des pistes pour en sortir**

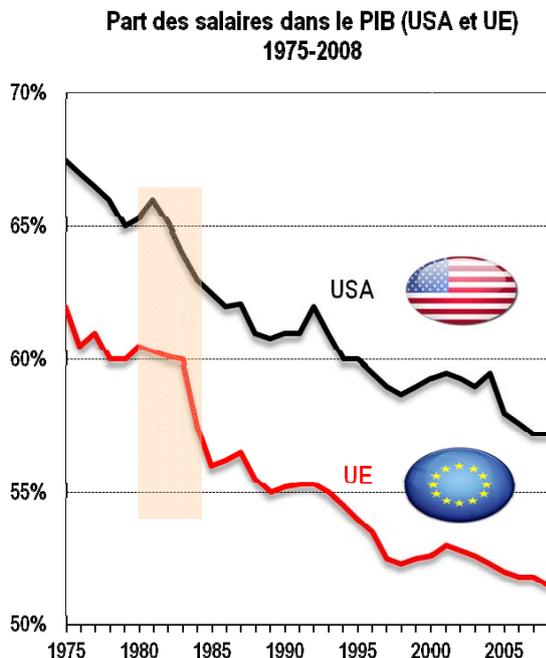
**Face à une crise globale  
il faut des réponses globales**



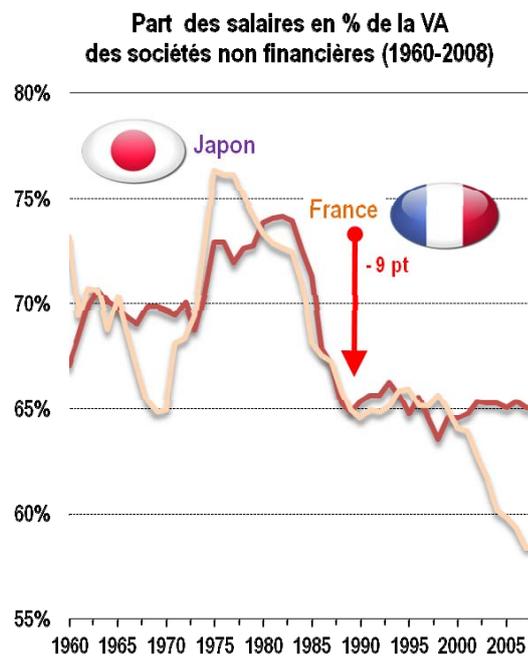
# Mise en perspective historique de la crise actuelle : Où la situer dans l'onde longue du capitalisme ?



## Part des salaires dans le PIB avant la crise : - 10 points Transfert global de richesse estimé en 20 ans : 20 000 Md €



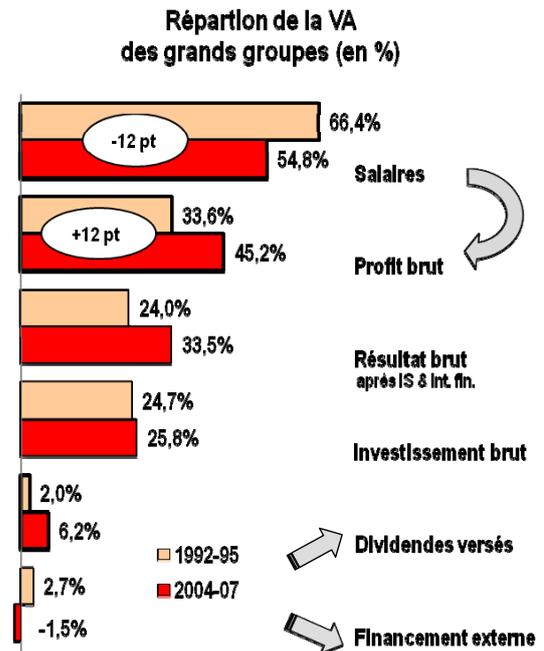
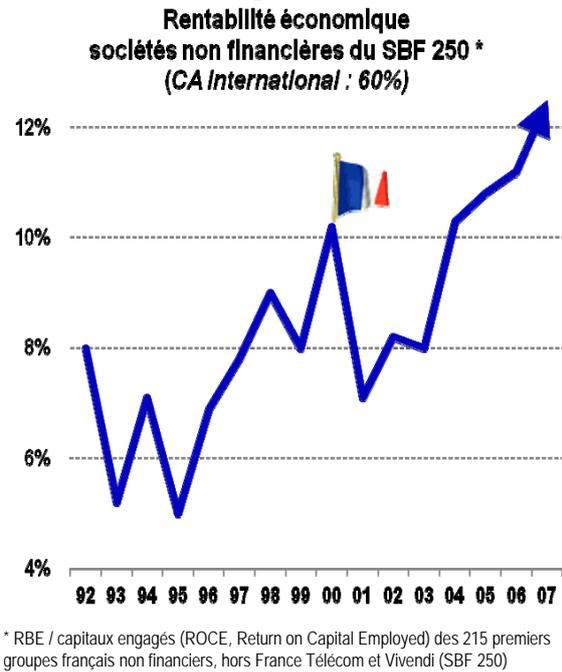
Source : Dew-Beker & Gordon, Base de données Ameco (Com. européenne)



Source : Comptes rétropolés INSEE, base de données Ameco



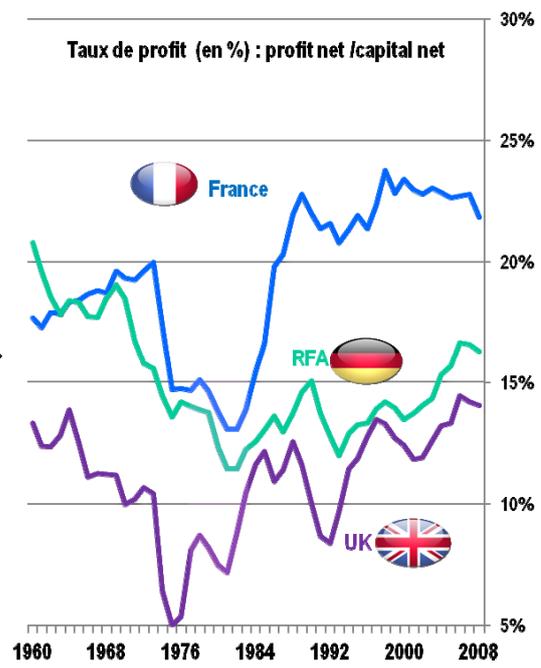
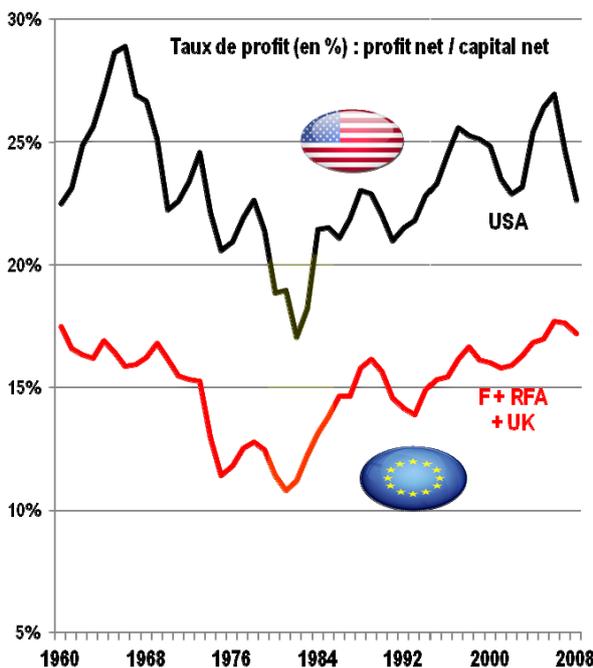
# Analyse du cas français : pour les grands groupes envol des profits et de la rentabilité



Source : R. du Tertre et Y. Guy, Revue de l'Ires, 2009, 3<sup>e</sup> trimestre



# Taux de profit : depuis les fastes années 80 hausse aux USA et en Europe, dont la France bien placée

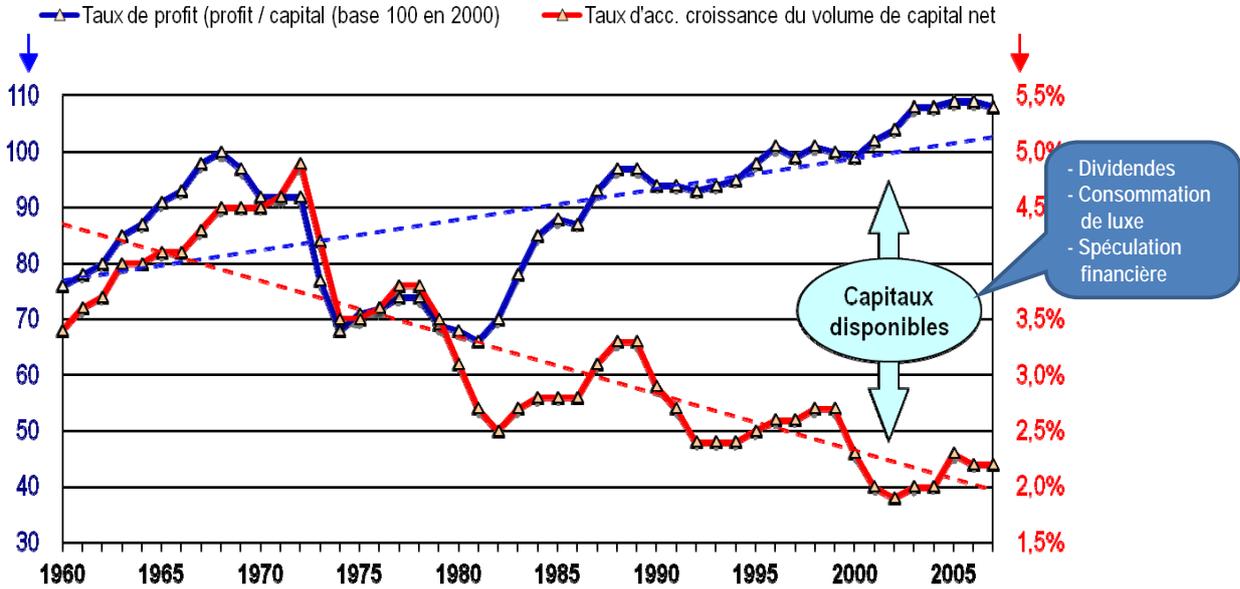


Source : Michel, Husson, note sur le taux de profit (déc. 2009) ; données de comptabilités nationales



# Profits en croissance mais peu réinvestis : où sont-ils donc allés ?

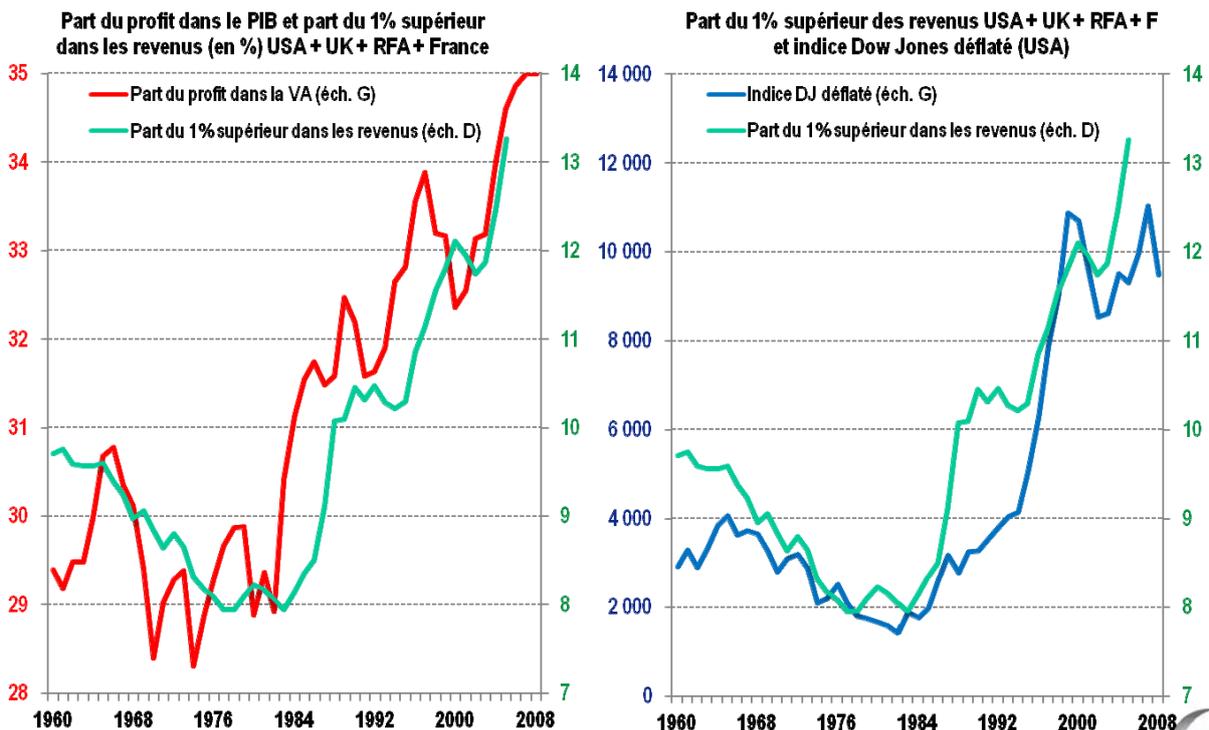
Taux de profit (en indice) et d'accumulation (Investissement) USA + Europe + Japon



Source : Données FMI et Ameco (com. européenne) traitées par M. Husson



# Compression salariale et inflation boursière creusent partout les inégalités

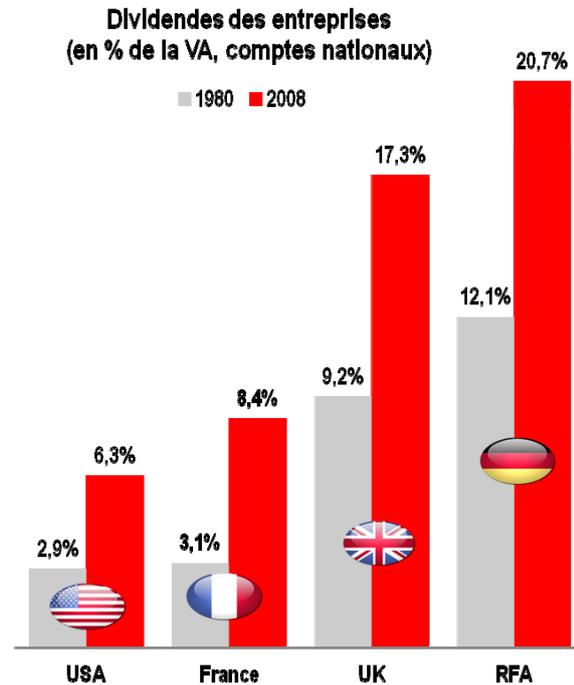


Source : Atkinson, Piketty, Saez (NBER, oct. 2009) et M. Husson (note n°14, sept. 2010)



## Conclusion : profil du capitalisme « néolibéral » depuis les années 80 – non démenti par la crise

1. **Baisse de la part des salaires** (dans la VA ou le PIB par pays)
2. **Hausse du taux de profit** (bénéfice / capitaux)
3. **Stagnation du taux d'accumulation** (investissements matériels)
4. **Augmentation de la part des dividendes**



## Poser les vraies questions, c'est y répondre !

### Profits et dividendes Hauts revenus

Taxation des dividendes  
Fiscalité fortement progressive

Suppression de la TVA, des exonérations patronales et des hauts revenus

### Répartition Salaires / profits

Augmentation des minima, salaires et retraites  
Baisse du temps de travail

*Premier pas :*  
Basculer 5 points de VA vers les salaires = 100 Md€

### Besoins sociaux Investissements

Système bancaire public et contrôlé  
Entraves à la spéculation financière

Investissements publics et sociaux  
Contrôle étroit du crédit (taux différenciés)

Avec un droit de regard et de contrôle reconnu pour les salariés, les usagers et les consommateurs

